

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205033]

10 SEPTEMBER 2018. — Ministerieel besluit tot toekenning van een afwijking van de specifieke spreidingsperiodes bedoeld in artikel R.203, § 2, van het Waterwetboek

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de artikelen D.177 en R.203;

Gelet op artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de droogte in Wallonië van 1 mei 2018 tot 31 juli van hetzelfde jaar;

Overwegende dat het Koninklijk Meteorologisch Instituut de kans op terugkeer van een dergelijke gebeurtenis in 166 van de 262 Waalse gemeenten op twintig jaar of meer schat;

Gelet derhalve op het uitzonderlijke karakter van bedoelde gebeurtenis voor de 166 bovengenoemde gemeenten;

Overwegende dat het onverstandig is om alleen voor deze 166 gemeenten een specifieke regeling vast te stellen, aangezien de andere gemeenten vergelijkbare situaties hebben meegemaakt;

Overwegende dat, bij een groot deel van de fokkers, door deze droogte het rundveebeslag voortijdig gestald moest worden voor het voederen ervan;

Dat deze voortijdige stalling de hoeveelheden dierlijke mest in tanken heeft verhoogd, die overigens moeten worden leeggemaakt om de periodes van spreidingsverbod in acht te nemen;

Dat de spreiding van deze dierlijke mest onder gunstige omstandigheden op het gebied van landbouw en ecologie het afwachten van bedoelde omstandigheden vereist;

Dat deze omstandigheden zich na 15 september kunnen voordoen,

Besluit :

Artikel 1. Overeenkomstig paragraaf 3 van artikel R. 203 van het Waterwetboek, wordt de einddatum van de in paragraaf 2, tweede lid, van datzelfde artikel bedoelde termijn verlengd tot en met 30 september 2018. De begindatum van de in paragraaf 2, eerste lid, van hetzelfde artikel bedoelde verbodsperiode wordt verschoven van 16 september 2018 naar 1 oktober 2018.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Namen, 10 september 2018.

C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205048]

13 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 2/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes;

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, l'article 7, alinéa 2, et l'article 8, alinéa 4;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'article 58, alinéa 1^{er} ;

Vu le décret du 13 décembre 2017 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018, programme 18.02, inscrit à l'article 44;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, l'article 2/1, § 1^{er}, alinéa 5, et § 2, alinéa 5, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon;

Vu les résultats des études réalisées par des experts, communiqués le 14 décembre 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} février 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2018;

Vu le rapport du 23 janvier 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 16 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la volonté d'arrêter la liste des investissements éligibles aux incitants visés à l'article 2/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, dans le but d'atteindre les objectifs d'efficacité énergétique et de produire de l'énergie à partir de sources renouvelables;

Considérant les résultats des études réalisées par des experts communiqués le 14 décembre 2016,

Arrête :

Article unique. Les surcoûts des investissements admis, visés à l'article 2/1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, et § 2, alinéa 1^{er}, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, s'établissent comme suit :

EFFICACITE ENERGETIQUE	SURCOÛTS	TAUX NETS
Installer une récupération de la chaleur par échangeur, notamment un économiseur sur une chaudière vapeur ou eau chaude, sur les condensats d'un réseau vapeur, sur un compresseur d'air comprimé, sur des fumées, sur l'HVAC, sur un processus industriel	100 %	40 %
Installer un préchauffage de l'air de combustion par une prise d'air en hauteur dans le local chaufferie ou dans un local adjacent	100 %	40 %
Installer une récupération de la chaleur de revaporisation des purges d'une chaudière vapeur et/ou du réseau vapeur	100 %	40 %
Installer des calorifugeages sur une chaudière vapeur ou eau chaude	100 %	40 %
Installer des calorifugeages sur les tuyauteries et accessoires	100 %	40 %
Isoler ou renforcer l'isolation d'une chambre froide, d'un réacteur chimique, d'une cuve de mélange, d'une chambre de séchage, d'un filtre,...	100 %	40 %
Installer un filtre et ventilateur à haut rendement ou à dépression pour l'aspiration de poussières ou résidus	10 %	4 %
Installer une récupération d'énergie sur les ponts de levage	100 %	40 %
Remplacer le système de chargement des batteries des engins de levage	100 %	40 %
ORC (Organic Rankine Cycle): production d'électricité à partir d'énergie fatale dans un process	90 %	36 %
L'asservissement par cellule ou système de gestion automatisé de l'éclairage à la lumière naturelle (crépusculaires) et à l'activité des espaces éclairés (détecteurs de présence)	100 %	40 %
Installer un brûleur modulant sur une chaudière vapeur ou eau chaude	100 %	40 %
Installer une régulation en cascade des chaudières, des compresseurs d'air comprimé	100 %	40 %
Placer de purgeurs automatiques sur le réseau d'air comprimé	100 %	40 %
Automatiser l'arrêt de la production d'air comprimé pour les périodes d'inactivité	100 %	40 %
Installer une prise d'air extérieur pour la production d'air comprimé	100 %	40 %
Installer un sur-presseur sur le réseau pour les utilisateurs d'air comprimé à plus haute pression.	100 %	40 %
Automatiser l'ouverture/fermeture d'une porte de chambre froide	100 %	40 %
Installer une programmation automatique des cycles de dégivrage d'un ou des évaporateur(s) d'une chambre froide	100 %	40 %
Installer un logiciel de gestion des CIP (cleaning in place, à base d'eau chaude ou vapeur)	100 %	40 %
Installer des dispositifs de mesure et de contrôle de l'humidité et/ou de la température de l'air d'une chambre de séchage	100 %	40 %
Installer un contrôle et une gestion de la ventilation hygiénique d'un atelier, d'une chambre propre, d'une salle blanche,...	100 %	40 %
Installer un déstratificateur dans un hall de production ou de stockage	100 %	40 %
Installer un moteur à vitesse variable de classe de performance IE4	10 %	4 %

EFFICACITE ENERGETIQUE	SURCOÛTS	TAUX NETS
Installer un module de variation de fréquence sur un équipement existant ou neuf	100 %	40 %
Réaliser une comptabilité énergétique complète, notamment pour tous les usages et tous les vecteurs énergétiques : relevés automatisés de températures, pressions, débits,..., et construire des indicateurs de suivi et d'alerte	100 %	40 %
Réaliser une comptabilité énergétique partielle, notamment pour un usage comme la production de froid par exemple	100 %	40 %
Installer une batterie de stockage d'électricité renouvelable	50 %	20 %

ENERGIE RENOUELEBLE pour autoconsommation ou mise à disposition sur micro-réseau autonome à destination d'entreprises ou de collectivités (taux brut 55 %)	SURCOÛTS	TAUX NETS
Solaire thermique (1)	60 %	33 %
Eolien (< 100kW) (2)	60 %	33 %
Biométhanisation agricole ou mixte		
de 10 à 600 kW	55 %	30.25 %
> 600kW	45 %	24.75 %
Pompe à chaleur		
Air/air	20 %	11 %
Air/eau, eau/eau, sol/eau	30 %	16.50 %
Sol forage vertical/eau	40 %	22 %
PAC eau chaude sanitaire	50 %	27.5 %
Chaudière biomasse solide (3)		
jusque 599 kW		
en remplacement du mazout	70 %	38.50 %
en remplacement du gaz	80 %	44 %
de 600 à 1000 kW		
en remplacement du mazout	30 %	16.50 %
en remplacement du gaz	80 %	44 %
> 1000 kW	calcul au cas par cas	

(1) En solaire thermique, l'aide est accordée sur un montant maximum d'investissement de 1200 euros/m² installé.

(2) L'éolien est subventionné à hauteur de 60 % jusqu'au 31 décembre 2021 (date de décision d'octroi par l'administration). A partir du 1^{er} janvier 2022, l'éolien sera subventionné à hauteur de 40 % pour un taux net de 22.5 %.

(3) S'il s'agit d'une chaudière qui ne vient pas en remplacement d'une ancienne chaudière au gaz ou au mazout, l'entreprise doit prouver, par tout document probant, que le gaz est disponible sur son site d'exploitation, auquel cas on considère qu'il s'agit d'un investissement en remplacement du gaz. Sinon, l'investissement sera considéré comme étant réalisé en remplacement du mazout.

Namur, le 13 septembre 2018.

P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205048]

13. SEPTEMBER 2018 — Ministerieller Erlass zur Ausführung von Artikel 2/1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung,

Aufgrund des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der für die Haushalte, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie für die Organisation der Kontrolle durch den Rechnungshof geltenden allgemeinen Bestimmungen;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, Artikel 7, Absatz 2, und Artikel 8, Absatz 4;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, Artikel 58 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 13. Dezember 2017 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2018, Programm 18.02, eingetragen in Artikel 44;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, Artikel 2/1 § 1, Absatz 5, und § 2, Absatz 5, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund der am 14. Dezember 2016 mitgeteilten Ergebnisse der von den Sachverständigen durchgeführten Studien;

Aufgrund der am 1. Februar 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. März 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 23. Januar 2018;

Aufgrund des am 16. Juli 2018 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung der fehlenden Abgabe dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund des Artikels 84, § 4, Absatz 2, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der Absicht, die Liste der zuschussfähigen Investitionen kraft Artikel 2/1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, festzulegen, um die Zielsetzungen in Sachen Energieeffizienz zu erreichen und Energie aus erneuerbaren Quellen zu erzeugen;

In Erwägung der am 14. Dezember 2016 mitgeteilten Ergebnisse der von den Sachverständigen durchgeführten Studien;

Beschließt:

Einziger Artikel - Die Mehrkosten der zugelassenen Investitionen nach Artikel 2/1, § 1, Absatz 1, Ziffer 4 und § 2, Absatz 1, Ziffer 4, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. Dezember 2004 zur Durchführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind, werden wie folgt festgelegt:

ENERGIEEFFIZIENZ	MEHRKOSTEN	NETTO-SÄTZE
Einrichtung eines Systems zur Rückgewinnung der Wärme durch einen Wärmetauscher, insbesondere mittels eines Economisers auf einem Dampf- oder Warmwasserheizkessel, auf dem Kondenswasser eines Dampfnetzes, auf einem Druckluftkompressor, auf den Abgasen, auf der HVAC-Anlage, in einem Industrieprozess	100 %	40 %
Einrichtung einer Vorrichtung zur Vorwärmung der Verbrennungsluft mittels einer hoch platzierten Luftansaugung im Heizraum oder in einem Nebenraum	100 %	40 %
Einrichtung eines Systems zur Rückgewinnung der Wärme aus dem Entspannungsdampf der Entlüfter eines Dampfkessels und/oder des Dampfnetzes	100 %	40 %
Anbringen von Wärmedämmungen auf einem Dampf- oder Warmwasserheizkessel	100 %	40 %
Anbringen von Wärmedämmungen auf den Rohrleitungen und zugehörigen Armaturen	100 %	40 %
Wärmedämmung oder verbesserte Wärmedämmung eines Kühlraums, eines Chemiereaktors, eines Mischbehälters, einer Trockenkammer, eines Filters,...	100 %	40 %
Einrichtung eines Filters und eines Hochleistungs- oder Unterdruckventilators für das Ansaugen von Staub oder Rückständen	10 %	4 %
Einrichtung eines Energierückgewinnungssystems auf Hebebühnen	100 %	40 %
Ersatz des Batterieladesystems an Hebezeugen	100 %	40 %
ORC (Organic Rankine Cycle): Stromerzeugung aus ungenutzter Energie in Prozessen	90 %	36 %
Regelung der Beleuchtung anhand von Zellen oder automatisierten Systemen aufgrund des Tageslichtes (Abenddämmerung) und der Aktivität in den beleuchteten Bereichen (Präsenzmelder)	100 %	40 %
Einrichtung eines modulierenden Brenners auf einem Dampf- oder Warmwasserheizkessel	100 %	40 %
Einrichtung einer Kaskadenregelung für Heizkessel oder Druckluftkompressoren	100 %	40 %
Anbringen von automatischen Entlüftern auf dem Druckluftnetz	100 %	40 %

ENERGIEEFFIZIENZ	MEHRKOSTEN	NETTO-SÄTZE
Automatisierung der Druckluftproduktionsstillstände während der inaktiven Perioden	100 %	40 %
Einrichtung eines Außenluftanschlusses für die Druckluftproduktion	100 %	40 %
Einrichtung eines Druckerhöheres auf dem Netz für die Benutzung von Druckluft mit einem höheren Druck	100 %	40 %
Einrichtung einer automatisierten Vorrichtung zum Öffnen / Schließen einer Kühlraumtür	100 %	40 %
Einrichtung einer automatischen Programmierung der Abtauphasen des bzw. der Verdampfer eines Kühlraums	100 %	40 %
Einrichtung einer CIP-Steuerungssoftware (cleaning in place, Warmwasser oder Dampf)	100 %	40 %
Einrichtung von Systemen zur Messung und Kontrolle der Luftfeuchtigkeit und/oder -temperatur in einer Trockenkammer	100 %	40 %
Einrichtung einer Kontrolle und Steuerung der hygienischen Lüftung einer Werkstatt, eines Reinraums, und dgl.	100 %	40 %
Einrichtung eines Deckenventilators in einer Produktions- oder Lagerhalle	100 %	40 %
Einrichtung eines dreizahlveränderbaren Motors der Leistungsklasse IE4	10 %	4 %
Einrichtung eines Frequenzumrichters an einer bestehenden oder neuen Anlage	100 %	40 %
Durchführung einer ausführlichen Energiebuchhaltung, insbesondere für alle Energienutzungen und -vektoren: automatische Erfassung der Temperatur, des Drucks, der Ströme,... und Entwicklung von Follow-up- und Warnindikatoren	100 %	40 %
Durchführung einer teilweisen Energiebuchhaltung für spezifische Anwendungen, z.B. für die Produktion von Kälte	100 %	40 %
Einrichtung einer Speicherbatterie für erneuerbare Elektrizität	50 %	20 %

ERNEUERBARE ENERGIE zwecks des Eigenverbrauchs oder der Zurverfügungstellung an andere Unternehmen oder Körperschaften im Rahmen eines autonomen Mikronetzes (Bruttosatz 55 %)	MEHRKOSTEN	NETTO-SÄTZE
Thermische Sonnenenergie (1)	60 %	33 %
Windenergie (< 100kW) (2)	60 %	33 %
Landwirtschaftliche oder gemischte Biogaserzeugung		
ab 10 bis 600 kW	55 %	30.25 %
> 600kW	45 %	24.75 %
Wärmepumpe		
Luft/Luft	20 %	11 %
Luft/Wasser, Wasser/Wasser, Boden/Wasser	30 %	16.50 %
Boden Vertikalbohrung / Wasser	40 %	22 %
WP/BWB-Anlage	50 %	27.5 %
Biomassekessel (feste Biomasse) (3)		
bis 599 kW		
Als Ersatz für Heizöl	70 %	38.50 %
Als Ersatz für Gas	80 %	44 %
ab 600 bis 1000 kW		
Als Ersatz für Heizöl	30 %	16.50 %
Als Ersatz für Gas	80 %	44 %
> 1000 kW	Individuelle Berechnung	

(1) Im Bereich der thermischen Sonnenenergie wird die Beihilfe für einen maximalen Investitionsbetrag von 1200€ pro installierten m² gewährt.

(2) Bis zum 31. Dezember 2021 (Datum der Gewährung durch die Verwaltung) wird die Windenergie zu 60 % bezuschusst. Ab dem 1. Januar 2022 wird die Windenergie zu 40 % für einen Nettosatz von 22,5 % bezuschusst.

(3) Wenn es sich um einen Kessel handelt, der nicht einen früheren Gas- oder Ölkessel ersetzt, muss das Unternehmen anhand von beweiskräftigen Dokumenten nachweisen, dass Gas auf seinem Betriebsstandort verfügbar ist; in diesem Fall wird davon ausgegangen, dass es sich um eine Investition als Ersatz für eine Gasanlage handelt. Im gegenteiligen Fall wird davon ausgegangen, dass es sich um eine Investition als Ersatz für eine Heizölanlage handelt.

Namur, den 13. September 2018

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205048]

13 SEPTEMBER 2018. — Ministerieel besluit tot uitvoering van het artikel 2/1 van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, artikel 7, tweede lid, en artikel 8, vierde lid;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, artikel 58, eerste lid;

Gelet op het decreet van 13 december 2017 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2018, programma 18.02, opgenomen in artikel 44;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, artikel 2/1, § 1, vijfde lid, en § 2, vijfde lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 houdende regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op de resultaten van de door deskundigen uitgevoerde onderzoeken, bekendgemaakt op 14 december 2016;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 februari 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 2018;

Gelet op het rapport van 23 januari 2018, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 6 juli 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de wil om de lijst van de investeringen vast te leggen die in aanmerking komen voor de incentives bedoeld in artikel 2/1 van het besluit van de Waalse regering van 2 december 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen, met het oog op het bereiken van de doelstellingen inzake energie-efficiëntie en de productie van energie uit hernieuwbare bronnen;

Gelet op de resultaten van de door deskundigen uitgevoerde onderzoeken, bekendgemaakt op 14 december 2016,

Besluit :

Enig artikel. De meerkosten van de in aanmerking komende investeringen, bedoeld in artikel 2/1, § 1, eerste lid, 4°, en § 2, eerste lid, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 2 december 2004 houdende uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de incentives om de milieubescherming en het duurzame energiegebruik te begunstigen worden als volgt vastgesteld:

ENERGIE-EFFICIËNTIE	MEERKOSTEN	NETTO TARIEVEN
Installatie van een warmteterugwinning door middel van een warmtewisselaar, onder meer een economiser op een stoom- of warmwaterketel, op condensaten in een stoomnetwerk, op een persluchtcompressor, op rook, op HVAC, op een industrieel proces	100 %	40 %
Installatie van een voorverwarming van de verbrandingslucht door een hoge luchtinlaat in de ketelruimte of in een aangrenzende ruimte	100 %	40 %
Installatie van een terugwinning van de flitswarmte uit de ontluchting van een stoomketel en/of stoomnetwerk	100 %	40 %
Isolatie plaatsen op een stoom- of warmwaterketel	100 %	40 %
Isolatie plaatsen op buizen en toebehoren	100 %	40 %
Isolatie of versterking van de isolatie van een koelruimte, chemische reactor, mengtank, droogkamer, filter,...	100 %	40 %
Installatie van een hoogrenderende of vacuümfilter en ventilator voor stof- of residuïgiging	10 %	4 %
Installatie van energiet terugwinning op hefbruggen	100 %	40 %
Vervang van het acculaadsysteem van hefapparatuur	100 %	40 %
ORC (Organic Rankine Cycle): productie van elektriciteit uit fatale energie in een proces	90 %	36 %

ENERGIE-EFFICIËNTIE	MEERKOSTEN	NETTO TARIEVEN
Controle door cel of geautomatiseerd lichtmanagementsysteem op natuurlijk licht (schemering) en op de activiteit van verlichte ruimten (aanwezigheidsdetectoren)	100 %	40 %
Installatie van een modulerende brander op een stoom- of warmwaterketel	100 %	40 %
Installatie van een cascadesysteem voor de regeling van ketels, persluchtcompressoren	100 %	40 %
Installatie van automatische ontluchters op het perslucht netwerk	100 %	40 %
Automatisering van het stilleggen van de persluchtproductie voor perioden van inactiviteit	100 %	40 %
Plaatsen van een buitenluchtaanzuiging voor de productie van perslucht	100 %	40 %
Plaatsen van een drukverhogingsinstallatie op het netwerk voor gebruikers van perslucht onder hogere druk	100 %	40 %
Automatisering van het openen/sluiten van een koelruimtedeure	100 %	40 %
Installatie van een automatische programmering van ontdooicycli voor een of meer verdamper(s) in een koelruimte	100 %	40 %
Installatie van een CIP-beheerssoftware (cleaning in place, op basis van warm water of stoom)	100 %	40 %
Installatie van apparaten om de vochtigheid en/of luchttemperatuur van een droogkamer te meten en te regelen	100 %	40 %
Installatie van een controle en beheersysteem van hygiënische ventilatie in een werkplaats, cleanroom,	100 %	40 %
Installatie van een destratifier in een productie- of opslaghal	100 %	40 %
Installatie van een motor met variabele snelheid van prestatieklasse IE4	10 %	4 %
Installatie van een frequentievariatiemodule op bestaande of nieuwe apparatuur	100 %	40 %
Voering van een volledige energieboekhouding, in het bijzonder voor alle toepassingen en alle energievectoren: geautomatiseerde temperatuurmetingen, drukken, stromen,..., en het bouwen van bewakings- en waarschuwingsindicatoren	100 %	40 %
Voering van een volledige energieboekhouding, in het bijzonder voor een gebruik zoals bijvoorbeeld de productie van koude	100 %	40 %
Installatie van een batterij voor de opslag van hernieuwbare elektriciteit	50 %	20 %

HERNIEUWBARE ENERGIE voor eigen gebruik of voor een terbeschikkingstelling op een autonoom micronet voor ondernemingen of collectiviteiten	MEERKOSTEN	NETTO-PERCENTAGES
Thermische zonne-energie (1)	60 %	33 %
Windenergie (< 100kW) (2)	60 %	33 %
Biomethanisatie : landbouwoorsprong of gemengd		
van 10 kW tot 600 kW	55 %	30.25 %
> 600kW	45 %	24.75 %
Warmtepomp		
Lucht/lucht	20 %	11 %
Lucht/water, water/water, bodem/water	30 %	16.50 %
Bodem verticale boring/water	40 %	22 %
WP voor sanitair warm water	50 %	27.5 %
Verwarmingsketel vaste biomassa (3)		
tot 599 kW		
ter evrvanging van stookolie	70 %	38.50 %
ter evrvanging van gas	80 %	44 %
van 600 kW tot 1000 kW		
ter evrvanging van stookolie	30 %	16.50 %

HERNIEUWBARE ENERGIE voor eigen gebruik of voor een terbeschikkingstelling op een autonoom micronet voor ondernemingen of collectiviteiten	MEERKOSTEN	NETTO-PERCENTAGES
ter evrvanging van gas	80 %	44 %
> 1000 kW	wordt berekend geval per geval	

(1) Voor thermische zonne-energie wordt de tegemoetkoming toegekend voor een maximale investering van 1.200 euro per geïnstalleerde m².

(2) Windenergie wordt gesubsidieerd ten belope van 60 % tot 31 december 2021 (datum van beslissing tot toekenning door de administratie) Vanaf 1 januari 2022 wordt windenergie gesubsidieerd ten belope van 40 % met een netto-percentages van 22.5 %.

(3) In het geval van een ketel die een oude gas- of olietketel niet vervangt, moet de onderneming met alle bewijsstukken aantonen dat het gas beschikbaar is op haar bedrijfslocatie, in welk geval het wordt beschouwd als een investering in de vervanging van gas. Anders wordt de investering beschouwd als een vervanging van stookolie.

Namen, 13 september 2018.

P.-Y. JEHOLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205152]

21 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 17 septembre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

Le Ministre de la Ruralité,

Vu la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, les articles 15 et 16;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, les articles 19, alinéa 1^{er}, 5^e;

Vu l'arrêté ministériel du 17 septembre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002, la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne a obligé le Gouvernement à prendre immédiatement plusieurs mesures en vue de freiner la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone infectée et des mesures appropriées à y appliquer;

Considérant que la circulation en forêt a été interdite dans la zone infectée, sauf dans le cadre de la gestion de la peste porcine africaine;

Considérant cependant que cette interdiction suscite des difficultés dans plusieurs cas particuliers, notamment pour les gestionnaires des réseaux d'eau qui doivent faire des analyses journalières pour attester de la qualité de l'eau sous peine d'interdiction de poursuivre leur activité, pour les gestionnaires des voies ferrées en cas d'incident ou de contrôle impératif, ou pour des domiciles accessibles uniquement par un chemin carrossable et non pas par une route au sens du code forestier;

Considérant que ces accès ponctuels et limités ne devraient avoir qu'un impact marginal sur la quiétude du gibier et sur la dispersion éventuelle de sangliers malades;

Considérant qu'il y a donc lieu d'autoriser sous conditions un certain nombre d'ayant-droits au sens de l'arrêté du 17 septembre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté ministériel du 17 septembre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, dans l'article 1^{er}, alinéa 3, sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « ou les personnes mandatées par ces Départements » sont insérés après les mots « le personnel du Département de la Nature et des Forêts et du Département de l'Etude du milieu naturel et agricole du Service public de Wallonie »;

2^o l'alinéa est complété par la phrase suivante : « Ces personnes ont interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans la zone définie en annexe ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 1bis et un article 1ter rédigés comme suit :

« Art. 1bis. Par dérogation à l'article 1^{er}, des interventions n'ayant pas de lien avec la gestion de la peste porcine africaine et qui nécessitent un accès hors route dans les bois et forêts de la zone définie en annexe, sont autorisées aux conditions suivantes :

1^o l'intervention est effectuée dans l'exercice de leur fonction par les services de secours, par la protection civile, par les forces de police, par les agents et gestionnaires de réseau d'adduction d'eau, par les agents d'Infrabel;

2^o l'intervention ne peut pas attendre la fin de la période d'interdiction;

3^o sauf urgence vitale, l'intervention est notifiée préalablement par écrit au chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;

4^o la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;

5^o s'il y a accès en-dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule, des chaussures et de l'équipement utilisé seront mises en œuvre en conformité avec les instructions reçues du Département de la Nature et des Forêts;